

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N° 24/05/005G

OBJET : Arrêté portant permission et réglementation temporaire de stationnement et de circulation rue de la Paix.

Le Maire de la commune de LE CENDRE (Puy-de-Dôme),

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2 et L 2213-1 et L2213-6 ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la demande en date du 14 mai 2024, enregistrée sous le n° 2024/041/PS-AC de la société SAS TEMSOL, domiciliée 11 rue Gutenberg à CLERMONT-FERRAND (63100), qui souhaite, dans le cadre de travaux de reprise en sous-œuvre d'une habitation, faire stationner une benne, rue de la Paix, en occupant le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité publique pendant ces travaux ;

ARRETE

Article 1. La société SAS TEMSOL est autorisée à occuper temporairement le domaine public, afin de faire stationner une benne sur le trottoir à hauteur du n°02 rue de la Paix, du 21 mai au 26 juillet 2024 inclus.

Passé cette date, le permissionnaire devra déposer une nouvelle demande.

Article 2. Rue de la Paix, le stationnement sera strictement interdit et la chaussée sera réduite à hauteur du chantier.

Article 3. La mise en place de l'ensemble de la signalisation réglementaire ainsi que l'affichage du présent arrêté seront assurés par la société SAS TEMSOL.

Article 4. L'occupation du domaine public est assortie du respect des prescriptions en annexe du présent arrêté, ainsi que les suivantes :

- Les travaux devront être signalés, de jour comme de nuit, à l'attention des usagers de la voie publique, par une signalisation adaptée dont la mise en place incombera au permissionnaire.
- Le permissionnaire devra prendre toutes les précautions, pendant les travaux, pour conserver l'accès aux propriétés riveraines. Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état, à ses frais, les éventuels dommages résultant de son intervention.

Article 5. En cas de manquement aux obligations citées dans le présent arrêté, une lettre de mise en demeure sera adressée au permissionnaire. Le cas échéant, les travaux engagés par la commune lui seront facturés.

Article 6 : La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux dispositions édictées par le Code de l'Urbanisme.

Article 7 : La présente autorisation est précaire et révoquée. Elle peut faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : Madame la responsable de la Circonscription de sécurité publique de COURNON-D'AUVERGNE, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, Madame la Directrice Générale des Services, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché en Mairie.

Article 9 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (Puy de Dôme) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Le Cendré, le 14 mai 2024.



Par délégation du Maire,
L'adjoint aux Travaux
et à la Sécurité

Sébastien MORIN

ACTE EXECUTOIRE
Affiché le 15 mai 2024

La Directrice Générale des
Services

Caroline SOULIGOUX